Recherche Sans Frontières/Research Without Borders
« RSF-RWB » en Sigle
Adresse : N°030, Av. du 30 juin, Himbi 2, Goma-Nord Kivu
E-mail : rsfrdc2015@gmail.com, infosrsfrdc@gmail.com
Contact : +243 824787878, 972044570, 848400338, 905386308
Site web : rsf-rwb.org

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE POUR L'EXERCICE 2024

Soumis par	**Deborah Mantola**
Date de la soumission	**Le 20 Janvier 2025**
Département	**Programme de RSF-RDC**

Tableau récapitulatif de l'activité

Titre des projets et programmes réalisés au cours de l'année 2024	Projet de Renforcement des mécanismes Communautaires et réponses aux Violences basées sur le Genre (VBG) au Nord Kivu Projet d'appui à la résilience communautaire grâce à la création des jardins potagers pour la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les sites des déplacés à l'Est de la RDC Programme d'appui à la promotion, l'autonomisation et l'engagement de la population dans les zones affectées par les crises à l'Est de la RDC pour un changement positif Programme d'appui à la protection des civils et de leurs biens dans les conflits armés par l'engagement des groupes armés et autorités de Facto (GAAD) à l'Est de la RD Congo Projet de renforcement de la protection des civils grâce à une conformité accrue au DIH et DIDH parmi les AGDA en Afrique
Période d'exécution	De Janvier à Décembre 2024
Localisation	Province du Nord Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo
Autres staffs concernés par le rapportage	La coordination et le Meal

Publier en Mars 2025

Brève présentation de l'organisation

1 paragraphe. Quelle est l'objectif, la mission, vision et les secteurs d'intervention de L'organisation ? Parler un peu du cadre légal et champ d'application de votre organisation.

Crée en date du 11 Septembre 2015, Le siège social de Recherche sans Frontières S'établit à Kitshanga en chefferie des Bashali en territoire de Masisi avec un Bureau de la coordination nationale sise dans le quartier Himbi II, Avenue du 30 Juin, N° 30, en ville deGoma au Nord-Kivu en République Démocratique du Congo. **Recherche Sans Frontières/Research Without Borders**, Est une association sans but lucratif de droit congolais(RDC) soumise aux dispositions de la législation en vigueur en RDC en matière de
Fonctionnement des asbl en se référant à l'art.37 de la constitution du pays et la loi N°004/2001 du 20 juillet. Elle fonctionne sous l'accusé de réception F.92/43.749duN°JUST/SG/20/22.670/2021, certificat d'enregistrement à la justice du N° JUST.112/688/NK/2022, certificat d'enregistrement à la division provinciale du plan sous N°980/DPP/NK/2022, N° Impôt : A2210046U**,** Arrête provincial du N°01/164/CAB/GP-NK/2023, attestation d'enregistrement à la division des affaires sociales et solidarité du N° 08/DIVAS/N-K/AS/066/2020, attestation d'enregistrement provisoire du territoire du N°55.73/325/06/IDR-MAS/N.5/2019, acte notarial du N°129/2019, statuts et RI. En plus l'organisation possède le Manuel de Procédure de gestion administratif, financière et logistique, codes et politiques de conduite du personnel, politique anti-fraude et de redevabilité…, elle travaille avec un plan stratégique quinquennale révisé pour chaque année sur bases de besoins des communautés partant des différents secteurs d'intervention de l'organisation. Son o**bjectif de l'organisation est de «** Jeter les bases des activités d'entreprenariat agricoles, participer activement à la promotion de droits de l'homme et la protection de l'environnement, la consolidation de la paix, le relèvement socioéconomique pour une culture de travail visant la capacité d'auto prise en charge et le développement » avec mission la défense des droits fondamentaux humains et environnementaux en général et ceux de la femme, Enfant, jeunes et
personnes marginalisées en particulier. Sa **Vision est de** Contribuer aux actions de paix dans le cadre de l'épanouissement socioéconomique pour une stabilité durable. Recherche Sans Frontières intervient dans les domaines de protection communautaire, Consolidation de la paix et coexistence pacifique, protection de l'environnement, le Droit International Humanitaire, Recherche et Bonne Gouvernance, Eau, Hygiène et assainissement ainsi que la Sécurité Alimentaire avec comme principes l'humanité, la Neutralité, l'Egalité, le service et la Redevabilité et comme valeurs amour du prochain, transparence dans la gestion et redevabilité, respects des engagements et responsabilités, justice, équité et genre, compassion et assistance ainsi que l'esprit d'initiative et de créativités. L'Organisation mette les stratégies de Communication pour le changement de Comportement (CCC), Mobilisation Sociale, Communication pour le développent (C4D), Engagement Communautaire, l'approche reflect, la Recherche, Action Participative (RAP) ainsi que l'approche Common Ground et détient les capacités de mis en œuvre des programmes et projets de développement et d'urgence à travers une main d'œuvre qualifiée. Son personnel est essentiellement composé de 12 staffs membres dont 7 hommes et 5 femmes de la direction exécutive et 68 bénévoles contribuant pour le bon déroulement de ses intervention dans les zones couvertes par l'organisation en RD Congo en général et au Nord et Sud Kivu y compris la province de l'Ituri en particulier

Contexte et justification

1 paragraphe. Quelle est la problématique spécifique traitée par l'organisation au courant de l'année ? Comment est-ce qu'on a choisi cette problématique et les parties prenantes ciblées ? Pourquoi est-ce que c'est important ? Est-ce qu'il y a des nouvelles dynamiques liées au contexte qui justifient/nécessitent la mise en œuvre des activités de l'organisation ?

L'année 2024 a été marquée par une dégradation significative de la situation sécuritaire dans la partie Est de la République Démocratique du Congo dont les provinces les plus touchées sont le Nord Kivu et l'Ituri. Cette

dégradation sécuritaire a entrainé le déplacement massif de la population suivi des violations des droits de l'homme et du Droit International Humanitaire. Près de 10 millions de personnes se sont déplacés au cours de cette année. Les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale au Nord Kivu ainsi que d'Irumu, Mambassa et Djugu en Ituri, sont parmi les territoires caractérisés par la présence de multiples groupes armés, des affrontements récurrents, ce qui accentue la vulnérabilité de la population. La région est remplie de groupes armés locaux et étrangers, dont les motivations sont multiples, telles que : le contrôle des ressources naturelles (minerais), défense des communautés, idéologie politique, etc. Ces groupes s'affrontent entre eux d'un côté et de l'autre part s'oppose à l'armée loyaliste du pays. Pendant les affrontements, les groupes belligérants ne cessent de s'attaquer aux civils, créant un climat d'insécurité permanent. L'État congolais a du mal à faire appliquer son autorité dans certaines régions contrôlées par les rebelles, ce qui laisse le champ libre aux groupes armés. Mais aussi certaines communautés ethniques sont parfois soupçonnées de complicité avec tel ou tel groupe armé et autorité de Facto. Pareilles attitudes ne favorisent pas la coexistence pacifique et la cohésion sociale et engendrent des frustrations et des conflits dans la communauté. L'accès humanitaire est surtout accordé aux actions humanitaires liées aux urgences et au développement, ce qui limite certaines interventions pour les projets en rapport avec la protection communautaire, Les zones sous contrôle des groupes armés et autorité de facto sont souvent inaccessibles aux humanitaires, limitant ainsi la portée de l'aide. Les convois humanitaires peuvent être attaqués, les travailleurs humanitaires kidnappés ou menacés, ce qui crée un climat d'insécurité et dissuade les organisations d'intervenir. Plusieurs cas de violences basées sur le genre ont été enregistrés au cours de l'année 2024, environ 17363 victimes ont été soignées avec l'appui de MSF entre Janvier et Mai. Les femmes et les filles sont confrontées à un risque élevé de violences sexuelles, de mariages précoces et forcés, de déplacements forcés et de privation d'accès à l'éducation et aux soins de santé. Pourtant les violences basées sur le genre ont des conséquences désastreuses sur la santé physique et mentale des victimes. Elles peuvent entraîner des grossesses non désirées, des infections sexuellement transmissibles, des traumatismes psychologiques durables et une faible estime de soi. Ces violences ont également des conséquences sociales et économiques importantes. Les victimes de ces violences sont souvent marginalisées, exclues de leur communauté et privées de leurs droits. Les écoles ont été fermées en raison des combats, ce qui prive les enfants et les jeunes d'une éducation de qualité et d'un avenir meilleur. Les jeunes sont souvent confrontés à la pauvreté, au chômage et à l'exclusion sociale, ce qui les rend plus vulnérables à la manipulation et au recrutement par les groupes armés. La non prise en compte des besoins des jeunes favorise l'absence de perspectives d'avenir pour les jeunes et peut entraîner une augmentation de la criminalité, de la violence et de l'instabilité sociale. Mais aussi une génération entière de jeunes peut être perdue si elle n'a pas la possibilité de développer son potentiel.

L'insécurité alimentaire constitue l'une des facettes les plus dramatiques de la crise humanitaire qui sévit dans les zones de déplacements et de retour dans les provinces du Nord, Sud Kivu et Ituri, Cette situation est aggravée par plusieurs facteurs, tels que : la perte des moyens de subsistance : Les personnes déplacées ont souvent dû abandonner leurs terres, leurs animaux et leurs outils de travail, les privant ainsi de leurs principales sources de revenus. Les sites de déplacés sont souvent situés dans des zones éloignées des centres urbains et des marchés, limitant ainsi l'accès à la nourriture à des prix abordables, Les sites de déplacés ne disposent généralement pas de terres cultivables, empêchant les populations de produire leur propre nourriture. La dépendance à l'aide alimentaire, De nombreuses familles dépend entièrement de l'aide alimentaire distribuée par les organisations humanitaires, ce qui entraine la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et chez les femmes enceintes et allaitantes. Eu égard à ce qui précède, il est évident que la situation dans les provinces du Nord et Sud Kivu y compris la province de l'Ituri soient complexe et multidimensionnelle. Une approche globale, prenant en compte les aspects sécuritaires, sociaux, économiques et alimentaires, a fait l'objet de nos interventions pour l'exercice 2024 en vue d'apporter des réponses adaptées pour soulager les souffrances des personnes en besoins à l'Est de la République Démocratique du Congo d'où l'objet de ce rapport annuel.

L'Approche du rapportage

1-2 paragraphes. Inclure ici l'objectif, les résultats attendus et le changement attendu. Le changement attendu doit être spécifique.

L'objectif global *: Contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des populations vulnérables affectées par les crises dans la région de l'Est de la RDC en leur offrant une assistance humanitaire intégrée et adaptée à leurs besoins.*

Spécifiquement. Il a été question pour l'an 2024 de :

- Renforcer les mécanismes Communautaires et réponses aux Violences basées sur le Genre (VBG) par les biais des structures de protection communautaires existants dans la province du Nord Kivu,
- Promouvoir une culture de paix en luttant contre les violations du droit international humanitaire et le droit international de droits de l'homme commises par les porteurs d'armes à l'Est de la République Démocratique du Congo,
- Favoriser la résilience communautaire des personnes déplacés internes grâce à la création des jardins potagers pour la lutte contre l'insécurité alimentaire et promouvoir la culture de paix et de cohésion sociales dans les sites des déplacés autour de la ville de Goma à l'Est de la RDC
- Encourager l'autonomisation et l'engagement de la population de l'Est de la RDC pour un changement positif en matière de protection communautaire, consolidation de la paix et la gouvernance inclusive. Le changement souhaité était la transformation profonde de la situation de la population, avec une amélioration significative de leurs conditions de vie. Il s'agit de passer d'une situation de précarité et de vulnérabilité à une situation de bien-être et d'épanouissement.

Contenu des projets et activités réalisées

1-2 paragraphes. Élaborer sur ce qui s'est passé pendant l'année, la mise en œuvre des activités ou projet. Quelles sont les potentiels partenaires qui ont financés vos projets ou activités ? Pour un dialogue par exemple, c'était quoi les points principaux relevés ? Qu'est-ce qu'ils ont discuté ? C'était quoi les perspectives des différents parties prenantes ? Comment est-ce que la problématique ciblée par l'activité ou le projet surgit-elle ? Pour des productions/émissions des programmes radiophoniques, il est important que vous incluiez un résumé de chaque épisode (2-3 phrases).

Durant l'année 2024, 3 projets et 2 programmes ont été mis en œuvre, sur base desquels les activités ont été réalisées dans le cadre de collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux ainsi que les contributions des membres de l'organisation. Nous pouvons citer notamment ;

- Projet de Renforcement des mécanismes Communautaires et réponses aux Violences basées sur le Genre (VBG) au Nord Kivu, exécuté par RSF en collaboration avec AVSI sous le financement de HCR,
- Projet d'appui à la résilience communautaire grâce à la création des jardins potagers pour la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les sites des déplacés à l'Est de la RDC, exécuté avec les contributions de membres de RSF,
- Programme d'appui à la promotion, l'autonomisation et l'engagement de la population dans les zones affectées par les crises à l'Est de la RDC pour un changement positif en matière de protection communautaire, consolidation de la paix et la gouvernance inclusive, exécuté avec les contributions de membres de RSF
- Programme d'appui à la protection des civils et de leurs biens dans les conflits armés par l'engagement des groupes armés et autorités de Facto (GAAD) à l'Est de la RD Congo, exécuté par RSF en partenariat avec Geneva Call sous le financement de ECHO

- Projet de renforcement de la protection des civils grâce à une conformité accrue au DIH et DIDH parmi les AGDA en Afrique, exécuté par RSF en partenariat avec Geneva Call sous le financement de GFFO

Résultats atteints

Insérer les résultats concrets ici. Cela veut dire résultats qui pourront être prouvé avec les données DME. Pour certaines activités, cela pourra aussi s'agir de changements pas forcément capturés par un pré ou post test, mais par les témoignages des participants qui démontrent le processus de changement. Par exemple, dans un camp de confiance, au début peut être les différents participants ne pourraient pas s'asseoir ensemble et étaient très réticent de s'échanger.

Partant des projets et programmes exécutés, voici les différentes activités réalisées ainsi que les résultats atteints :

I. Projet de Renforcement des mécanismes Communautaires et réponses aux Violences basées sur le Genre (VBG) au Nord Kivu, exécuté par RSF en collaboration avec AVSI sous le financement de HCR,

I.1. Création et mise en place des structures de protection communautaires'' Leur mission est de contribuer à la réussite de la réalisation des activités du projet et à réaliser les activités de monitoring et partages d'alertes dans les sites ainsi que la recherche de solution durable aux conflits identifiés. Outres cela, les structures de protection communautaire jouent également les rôles d'Identifier les enfants non accompagnés et Personnes âgées vivant seules dans les sites, Identifier les personnes handicapées dans leur Bloc, Identifier les Problèmes de protection dans leur site (cohabitation pacifique), protection de l'enfant, VBG, PSEA, TLP, etc) et les résoudre à travers les outils mise en leurs dispositions, Prendre les bonnes informations auprès de comité directeur et les amener auprès des autres PDIs vivants dans leur bloc pour action, Aider les autres PDIs vivant dans le site à mettre en place de bonnes pratiques d'hygiène et de promouvoir l'environnement propice pour leur bien être sociale et développement, ainsi qu'accompagner les autres PDIs dans la mise en place de petits jardins potagers dans les sites afin de contribuer à la réduction des risques d'insécurité alimentaire et la malnutrition des enfants de 0 à 59 mois.

Cette activité a été réalisée dans le site de BUHIMBA situé dans le quartier lac vert en ville de Goma au Nord-Kivu, d'où une structure de protection communautaire a été créé dans le site en mai 2024. Cette structure comptant 52 membres dont 35 femmes/filles et 17 hommes et garçons élus démocratiquement par les autres déplacés au sein de différents blocs.

Voici quelques images de l'activité







Commentaires : Ces images illustrent l'activité d'identification et mise en place de structure de protection communautaire dans le site de Buhimba à travers l'approche de consultation et engagement communautaire.

I.2. Formation de membres de structures de protection communautaire, comité directeur et sages de Site PDI de Buhimba sur la transformation de conflit et la résolution collaborative des différends à travers le Common Ground Approach.

L'objectif de cette formation est de contribuer au renforcement des capacités des membres des structures de protection communautaires, les comités directeurs et sages sur les notions et approches de transformation des conflits, afin de pratiquer la résolution collaborative des différends dans leur mode de vie en tant qu'acteurs de la promotion de la gouvernance démocratique et résolution de conflits au sein de leur communauté (site). Cette activité nous a fait arriver aux résultats ci-après :

- Une session de formation de 9 jours à l'attention des membres de structures de protection communautaire, comité directeur et comité de sage sur la transformation de conflit et la résolution collaborative de différend à travers l'approche Common Ground à Buhimba est organisée,
- 82 participants dont 52 membres de structures de protection communautaires, 27 membres de comité directeur et sage du site ainsi que 3 agents gestionnaire et administrateur (AIDES, CNR) du site de Buhimba. Parmi lesquelles 40 hommes/Garçons et 42 femmes/filles ont participées à l'atelier de 9 jours portant sur la transformation de conflit et la résolution collaborative de différends,
- Les capacités, les connaissances et compétences des membres des structures de protection communautaires, comité de sages et directeur du site sur le Common Ground Approach/Transformation de conflit ont été renforcées et améliorées ;
- Les bonnes pratiques de conduite des séances de médiation et de résolution collaboratives de différends sont connues et maîtrisées par les membres des structures de protection communautaire, les comités de sages et directeur de site de Buhimba ;
- Les membres des structures de protection communautaires, comités de sages et directeur du site se sont familiarisées avec les exercices pratiques de la promotion du Common Ground Approach, ses avantages dans l'amélioration de relations de collaboration entre les gouvernants et les gouvernés au niveau du site de Buhimba;
- Les outils/supports ou matériels pour la facilitation de sensibilisation sur le Common Ground Approach/transformation de conflit sont partagés aux membres de structures de protection, qui les utilisent pour la sensibilisation des autres déplacés au sein du site
- Les expériences et témoignages de membres des structures de protection communautaires, comités de sages et directeur du site sur la gestion des conflits sont partagées pendant la formation ;
- Des plans de travail personnelle (79) ainsi que le plan d'actions collective (6) ont été élaboré par les membres des structures de protection communautaires, comité de sages et directeur du site,

preuve de leur engagement dans l'appropriation, la promotion et la vulgarisation du Common Ground approach dans la transformation des conflits au sein de leurs Blocs et dans l'ensemble du site.

Voici quelques images de l'activité de Formation sur la transformation de conflit à Buhimba.










Commentaires : Ces images illustrent la formation des membres de SPC, comité directeur, comité des sages sur la transformation des conflits et la résolution collaborative des différends dans le site de Buhimba tenue en Juin 2024.

I.3. Accompagner les membres de SPC dans les actions de Sensibilisation communautaire sur les thématiques liés à la protection transversales et la cohésion Sociale.

Dans le cadre de contribuer aux changements de comportements, Recherche Sans Frontières a mené les séances de sensibilisation communautaire avec les membres de structures de protection communautaire dans le site de Buhimba portant sur les messages liés à la protection transversales et la cohésion sociale notamment la gestion de risque, l'inclusion, Non aux violences basées sur le genre, non au tribalisme, respectons les droits de l'homme, luttons contre l'insécurité alimentaires, la protection de l'environnement et de l'enfance etc. Les données Statistiques de personnes atteintes par la sensibilisation durant une période de 4 mois d'accompagnement se présente comme suit :

MOIS	PERSONNES SENSIBILISEES				TOTAL
	Hommes	Femmes	Filles	Garcons	
Juin	1547	2561	1874	1002	6984
juillet	2000	3561	650	1353	7564
Aout	3200	4570	856	1240	9866
Septembre	1879	2650	1970	2157	8656
Total	**8626**	**13342**	**5350**	**5752**	**33070**

Commentaires : Il ressort de ce tableau, un nombre remarquable de 33070 personnes sensibilisée dans le site de déplacés de Buhimba ainsi que dans la communauté d'accueil dont 8626 hommes soit 26%, 13342 femmes soit 40.3%, 5350 garçons soit 16.1% ainsi que 5752 filles soit 17.3%. Les sessions de sensibilisation sont menées par les membres de SPC mises-en place dans le site sous l'accompagnement technique de Recherche Sans Frontières avec comme technique porte à porte et groupes de discussion.

Quelques images illustratives pendant les sensibilisations communautaires









Commentaires : Ces images nous montrent les membres de SPC en train de faire la sensibilisation dans le site de Buhimba et assise dans une séance de briefing pour la préparation des activités.

I.4. Accompagnement des Structures de Protection Communautaire dans la transformation des conflits et la résolution collaborative de différends dans le site des déplacés de Buhimba.

Après l'atelier de renforcement des capacités de membres de structures de protection communautaire, membres de comités directeurs et sages, ces derniers ont été accompagnés pour la résolution des tensions et conflits entre les déplacés dans leurs blocs respectifs au sein du site et dont les résultats obtenus se présente dans le tableau ci-dessous :

Mois	Tensions / Problèmes/ Conflits			
	Identifiés	résolu	En cours	Demande d'accompagnement
Juin	61	24	16	21
Juillet	15	15	0	0
Aout	52	48	2	2
Septembre	22	20	2	0
Total	**150**	**107**	**20**	**23**

Commentaires : il ressort dans ce tableau 150 tensions/Conflits/problèmes identifiés par les membres de structures de protection communautaire et comité de sage dans le site de Buhimba dans une période de 4 mois dont 107 ont été résolus positivement, 20 encours de résolutions et 23 autres demandant un accompagnement pour être résolue. Sur le 100% de conflits/tensions, la résolution a été effective à 71.3%, ce qui démontre l'engagement de la communauté locale pour la recherche de solution durable à leurs problèmes.

II. Projet d'appui à la résilience communautaire grâce à la création des jardins potagers pour la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les sites des déplacés à l'Est de la RDC, exécuté avec les contributions des membres de RSF.

- **Création des jardins potagers et champs écoles paysans en faveurs de PDIs dans le site de déplacés de Buhimba au Nord Kivu.**

Les déplacés ont été accompagnés techniquement et financièrement dans la création de petits jardins potagers à coté de leurs huttes afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et la mal nutrition aux enfants de moins de 59 mois. Sur ce, 650 jardins ont été identifiés et semés avec les cultures maraichères et vivrières à l'occurrence les amarantes, les aubergines, oignons, carottes, poireaux, épinards et haricot. En plus, une distribution de plus de 2039 plantules des choux auprès de 196 ménages additionnels déplacés et communauté hôte a été fait afin de permettre aux bénéficiaires de créer de champ individuel. Hormis cet accompagnement de jardins potagers, un champ écoles paysans de 60m carré est mis en Place en faveurs de 100 ménages pour cette cause, dans lequel on a fait la récolte en décembre 2024 de 260 choux, 50 Kg de carottes, 30 Kg d'oignons rouge, 45 kg d'oignons blanc et 3 sacs d'amarantes. Ces aliments ont contribué à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le site de Buhimba et à l'autonomisation des membres des structures de protection communautaire y compris certains déplacés internes qui eux même ont acheter les semences pour la saison B de l'an 2025.

Quelques images illustratives de l'activité

















Commentaires : Ces images nous illustrent les activités de sécurité alimentaires menés en faveurs de personnes déplacés internes autour de la ville de Goma à travers la mise en place de jardins potagers et champ individuels.

III. Programme d'appui à la promotion, l'autonomisation et l'engagement de la population de l'Est de la RDC pour un changement positif en matière de protection, consolidation de la paix et la gouvernance inclusive.

III.1. Evaluation des besoins spécifiques des jeunes vivant dans le site de Buhimba

Dans le site de Buhimba, les jeunes représentent un nombre très important, selon les statistiques ils sont au nombre de 2 299 sur un nombre total d'Au moins 8000 individus vivant dans ce site. En effet, Compte tenu de cette proportion importante des jeunes dans le site ils devraient être impliqués dans les activités communautaires organisées dans le site, malheureusement tel n'est pas le cas. La plupart d'eux n'ont pas d'activités génératrices des revenus pour leur permettre de répondre à leurs besoins spécifiques exprimées lors de ces entretiens. C'est pourquoi il était important de connaitre les vrais besoins de ces jeunes afin d'y apporter des réponses adéquates et de les inscrire dans le programme de la réponse humanitaire en 2025. C'est dans cet optique que 3 focus group ont été organisés par les staffs de Recherche Sans Frontières, dont 1 groupe composé des jeunes filles âge de 15 à 22 ans, 1 groupe composé des jeunes garçons dont l'âge varient entre 15 à 29 ans et un groupe composé du jeune vivant avec handicap dont leur âge varient entre 19 à 25 ans. Ces focus groups organisés ont permis de mettre en évidence les besoins spécifiques des jeunes déplacées en matière de leur implication dans les activités communautaires et leur participation dans la sécurité du site. L'accès aux activités génératrices des revenues et formations socio-professionnelles serait un facteur clé pour améliorer leurs conditions de vie et favoriser leur résilience. Les recommandations formulées par les jeunes ont été orientées vers les actions humanitaires en faveur des jeunes dans le site de Buhimba.

Voici quelques images de l'activité d'identification des besoins de jeunes à Buhimba.







Commentaires : Ces images illustrent les Groupe de discussions Organisés avec les jeunes à Buhimba. La première image illustre le focus group avec les garçons, la 2em image illustre le focus group avec les jeunes vivants avec handicap, la 3em image illustre le focus group avec les jeunes filles. Le focus group réunissait 7 à 12 jeunes.

III.2**. Evaluation des besoins en matière d'électrification du site de Buhimba.**

Dans le site de Buhimba de nombreux déplacés utilisent des torches et d'autres utilisent les bougies pour s'éclairer, exposant ainsi leurs huttes construites avec des bâches. Ces pratiques, bien qu'étant les seules options disponibles pour le moment, exposent les populations à de multiples risques, notamment les incendies ; ou de brulures pour les enfants. Egalement l'achat régulier de bougies représente un coût supplémentaire pour les familles déjà vulnérables. L'absence d'éclairage adéquat contribue à un sentiment d'insécurité et peut avoir des conséquences néfastes même sur le plan psychologique, notamment de l'anxiété et le stress aux PDIs. Un environnement éclairé peut contribuer à créer un sentiment de sécurité et à favoriser le bien-être psychologique et physique. C'est pourquoi l'électrification du site permettrait non seulement d'améliorer la sécurité en réduisant les cas de vol, de viol, d'agressions et risques d'incendie mais aussi de réaliser des économies pour les ménages, ce qui a fait une étude d'évaluation de besoins par Recherche Sans Frontières afin des collectés des opinions et avis de la communauté pour un plaidoyer et mobilisation de ressources pour matérialiser ce programme. Les résultats obtenus sont :

- Trois focus groups ont été organisés, chacun réunissant environ 6 à 15 participants : le premier groupe a réuni les hommes, le 2em groupe a réuni les femmes et le 3^{e} groupe a réuni les jeunes,
- Les parties prenantes ont soulevés les besoins en matière d'électrification et énumérés les différents problèmes, les causes y compris les conséquences dont ils traversent par manque de l'électrification. Pour y arriver, nous avons procéder par des questions et réponses démontrer ci-dessous :

A la question de savoir quelles sont les causes de l'insécurité dans le site, les participants ont donné ce qui suit :

Vulnérabilité des déplacés: Les personnes déplacées sont souvent déracinées, privées de leurs biens et vivent dans des conditions précaires. Cela pousse certaines personnes à voler et agresser les autres surtouts la nuit tout en profitant de l'obscurité, **Présence des bandits:** La présence de bandits à Buhimba est une source constante d'insécurité ; Ce derniers ont identifiés des zones d'opération nécessitant l'éclairage publique afin de minimiser les risques d'exposition de PDIs, **Manque de l'énergie électrique dans tout le site**: expose-les déplacés à la merci des agresseurs.

En ce qui concerne les conséquences du manque d'électricité dans le site, les participants ont donné ce qui suit :

Violences sexuelles: Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles dans le site pendant la nuit à cause de l'obscurité et surtout quand elle transporte leurs malades aux structures de prise en charge et quand elle se dirige vers les latrines la nuit, **Vols** : Les biens des déplacés sont souvent volés, ce qui les prive de leurs moyens de subsistance. ; **Manque d'accès aux services**: Lors des entretiens avec les déplacés, plusieurs ont exprimé leur peur de sortir la nuit à cause du manque d'éclairage, l'obscurité peut empêcher les déplacés d'accéder à l'eau, à la nourriture, aux soins médicaux pendant la nuit,

A la question de savoir, en quoi l'électrification du site peut-être important ; Les participants ont donné ce qui suit :

- **Éclairage:** Tous les groupes ont souligné l'importance d'un éclairage suffisant dans tout le site pour assurer la sécurité, faciliter les activités quotidiennes ;
- **Téléphones portables**: La recharge des téléphones est essentielle pour communiquer avec les familles et accéder à l'information et aussi partager les alertes en cas de danger.
- **Réduire l'obscurité:** Un éclairage suffisant permettrait de réduire les zones d'ombre où les agressions sont plus fréquentes,

- **Renforcer la surveillance**: cela permettra aux agents de sécurité du site d'être plus vigilants,
- **Créer une source d'AGR** : l'électrification peut contribuer à améliorer les conditions de vie des déplacés, les emmenant à développer de petites activités génératrices de revenus telles que : ouvrir un secrétariat public dans le site ; ouvrir un salon de coiffure, une cabine de charge téléphone. La conclusion de cette étude montre que l'électrification de sites de déplacés reste d'une importance capitale afin de l'imiter les risques d'exposition et faciliter aux parties prenantes à une source de revenu afin de répondre à leurs besoins sociaux de bases**.**

Quelques images illustratives de l'activité dans le site de Buhimba.







Commentaires : Ces images illustrent les 3 focus group organisés dans le site de Buhimba sur l'évaluation des besoins en électrification, le premier avec les hommes, le 2em avec les femmes et le 3em avec les jeunes garçons et filles.

IV. Programme d'appui à la protection des civils et de leurs biens dans les conflits armés par l'engagement des groupes armés et autorités de Facto (GAAD) à l'Est de la RD Congo.

Ce programme a été menés dans les territoires de Masisi et Walikale dans l'objectif de renforcer la protection de civils et leurs biens à travers la sensibilisation de porteurs d'armes et les membres de communautés sur les respects du droit internationale Humanitaire. Les résultats obtenues dans ce programme se présente comme suit :

Résultat 1 : Organisation de 4 émissions radio diffusées sur le DIH et DIDH : les émissions radions ont été animées par les Staffs de Recherche Sans Frontières sous les thématiques : Accès humanitaire et principes et normes humanitaires, l'interdiction des violences sexuelles et basées sur le genre pendant la période des conflits armées, les lignes directrices pour la protection des écoles et universités pendant les conflits armés, la protection des enfants pendant la période des conflits armées. L'enregistrement de 2 émissions a été fait au mois de septembre et 2 autres au mois d'Octobre 2024. Pour les émissions animées en septembre 2024. Ces émissions ont été enregistrés et traités par un journaliste consultant venue de la radio GO FM et ont été diffusées à la radio communautaire Bakumbule de Mpety sur une fréquence de 2 fois par semaine matin et soir. Au total 5670 personnes ont été sensibilisées à travers le medias conformément au rapport de la radio et selon le feedback des auditeurs dans les territoires de Masisi et Walikale.

Résultat 2. Sensibiliser la population sur le DIH et DIDH dans les zones du projet : Les séances de sensibilisations ont été organisées dans les axes ciblés par le projet dont 12 séances animées de septembre en décembre 2024 en raison de quatre (4) séances de sensibilisations organisées mensuellement. Ces sessions été animées par les animateurs affectés au projet sous l'accompagnement techniques et financier de l'équipe de coordination et de support de Recherche Sans Frontières. Les Message clés concernés par les séances organisées au sein de la communauté et au GAADs porté sur le Non aux violences sexuelles et basées sur le genre pendant les conflits armés, Faciliter l'accès humanitaires pendant les conflits armés et respect des principes et normes humanitaires, Protégeons les missions médicales pendant les conflits armés, Non au recrutement volontaire et forcé des enfants dans les groupes armés pendant la période des conflits armés, Protégeons les civils et leurs biens pendant la période de conflits armés, Lutter contre l'insécurité alimentaire, protection de missions médicales et éducatives pendant la période de la guerre.

Statistiques de personnes sensibilisées dans les axes Mweso, Pinga-Mutongo-Sake-Nyabyondo

MOIS	PERSONNES SENSIBILISEES				TOTAL
	Hommes	Femmes	Filles	Garcons	
Septembre	856	542	245	536	2179
Octobre	693	534	302	495	2024
Novembre	534	445	398	671	2048
Total	**2083**	**1521**	**945**	**1702**	**6 251**

Commentaires : Ce tableau nous illustre un nombre de 6 251 personnes sensibilisées dont 2083 hommes, 1702 Garçons, 1521 femmes et 945 filles à travers de sessions ouvertes, groupes de discussions et ateliers de sensibilisation organisés par les animateurs sur terrain.

4.3. Installation des boites à suggestion et sensibilisation sur leur utilisation, collecte et compilation des informations déposées par les bénéficiaires y compris le Monitoring sur les pratiques des GAAD par rapport au respect du DIH et du DIDH. 38 boites à suggestions ont été installées dans les zones du projet dans les territoires de Masisi, Walikale et Nyiragongo comme mécanisme de gestions de plaintes communautaires et des sessions de sensibilisation sur l'importance des boites à suggestion et la manière

de les utiliser pour assurer une bonne gestion de celles-ci ont été menés. Après l'installation de boites à suggestions le suivi et l'ouverture de ces boites à suggestions été fait régulièrement pour chaque zone, Les informations déposées dans les boites à suggestions ont été collectées, analysées et rapportées. Dans le cadre de monitoring, Nous avions eu a collectés un total de 379 incidents de protection et 495 incidents sécuritaires documentés dans les territoires de Masisi, Walikale, Rutshuru, Nyiragongo et ville de Goma dont les axes le plus touchées sont l'axe Sake-Kitshanga-Mweso-Kalembe-Mpety-Pinga et l'axe Sake-Bweremana dans le Masisi, la zone de santé de Bambo, Kibirizi, Birambizo dans le territoire de Rutshuru, la zone de santé de Pinga dans le territoire de Walikale ainsi que la zone de santé de Karisimbi en ville de Goma. Ces zones sont plus affectées par les violations de droit International Humanitaire et nécessite un accent particulier dans les interventions afin de renforcer la protection de civils.

a. Statistiques de personnes sensibilisées sur la Gestion de plaintes et l'importance de boites à suggestion communautaires.

MOIS	PERSONNES SENSIBILISEES				TOTAL
	Hommes	Femmes	Filles	Garcons	
Nyiragongo	30	41	17	20	108
Lac vert	25	22	19	11	77
Mugunga	32	19	16	08	75
Mweso	22	25	10	12	69
Nyabyondo	27	21	9	21	78
Pinga	30	24	11	28	93
Mpety	23	18	04	36	81
Total	**189**	**170**	**86**	**136**	**581**

Commentaires : Ce tableau nous illustre un nombre de 581 personnes sensibilisées sur l'importance de boites à suggestion communautaire dont 189 hommes, 136 Garçons, 170 femmes et 86 filles à travers de sessions ouvertes, groupes de discussions et ateliers de sensibilisation organisés par les animateurs sur terrain.

b. Tableau des données statistiques des violations et abus du DIH et DIDH documentés

TYPES D'INCIDENTS DE VIOLATION DU DIH ET DU DIDH	NOMBRE D'INCIDENTS ENREGISTRES
L'enrôlement des enfants dans les Groupes Armés,	125
Incendie des maisons,	451
Le braquage des humanitaires	4
Mauvais traitements des civils et prisonniers y compris les enlèvements	23
Arrestations arbitraires	15
Pillages	45
Viols,	35
Meurtres	40
Attaques contre les institutions publiques	95

Enlèvement, déguerpissement de la population	8
Travaux forcés	17
Spoliation des terres	7
le refus d'accès aux champs	09
Total	**874**

Commentaires : il ressort de ce tableau 495 incidents sécuritaires et 379 incidents de protection enregistrés sur un total de 874 cas documentés sur terrain dans nos zones d'intervention.

Quelques images des activités Prises pendant les sessions de sensibilisations et formations.









Commentaires : Ces quelques images nous illustrent les participants en plein séances de sensibilisation sur le DIH et DIDH dans les zones du projet dans le cadre du programme d'appui à la protection de civils et leurs biens par l'engagement des groupes armés et autorités de facto au Nord Kivu sous l'accompagnement technique de Geneva Call financé par ECHO.

V. Projet de renforcement de la protection des civils grâce à une conformité accrue au DIH et DIDH parmi les AGDA en Afrique.

Zone couverte par le projet : Sites PDI Kanyaruchinya, Munigi, Rusayo 2, Kibati, 8e Cepac, Sam Sam, Lushagala Extension, Buhimba, Bulengo, Lwashi, Rego et dans les territoires de Masisi et Nyiragongo au Nord Kivu. Ce projet est les résultats qui découle des échanges tenus entre Geneva Call et des ONGs ouvrant dans des sites ayant partagé leur expérience et leurs observations sur les défis rencontrés dans les sites de déplacés autour de Goma. La proximité de ces derniers aux réalités opérationnelles des camps, combinée à leur engagement auprès des communautés affectées, offre une perspective précieuse sur les problématiques urgentes qui touchent ces sites. C'est ainsi que Geneva Call, consciente de l'importance de cette expertise de terrain, à intégrer ces enseignements dans son approche en partenariat avec RSF. Un partenariat qui nous a permis d'aborder de manière ciblée les préoccupations soulevées, pour mener des actions communautaires, tout en poursuivant les efforts de sensibilisation auprès des groupes armés en visant à répondre aux défis majeurs des sites de déplacés, notamment l'impact des acteurs armés sur la vie paisible des communautés et la violation du caractère civil des camps. Dans ce cadre, il vise à Renforcer la protection des civils et des infrastructures des camps, Sensibiliser les groupes armés et autorités de facto (GAAD) sur les principes du droit international humanitaire (DIH) et des droits humains, Promouvoir des dialogues multipartites entre différentes parties prenantes pour une gestion concertée et inclusive des camps ainsi que mener de plaidoyer direct et concret auprès des acteurs armés identifiés afin d'une protection de civils. Des manières stratégiques, Renforcer le caractère civil des camps et promouvoir leur protection, Réduire les risques de violences sexuelles et améliorer la prévention et la réponse communautaire aux VBG, Améliorer la gestion des camps en renforçant les capacités des leaders et en favorisant des mécanismes participatifs, Faciliter la remontée des préoccupations des communautés par des outils inclusifs et accessibles.
Les activités et résultats obtenues tout au long du processus se résument :

5.**1 Sessions de formation des Communautés sur le DIH et le DIDH**.

Nous avons organisé deux ateliers de renforcement des connaissances des autorités locales, leaders communautaires et acteurs de la société civile sur les notions générales du Droit International Humanitaire et Droit International de droit de l'homme. Notre première session s'est tenue à Bweremana en chefferie des Bahunde, territoire de Masisi et la seconde session s'est tenue dans le quartier Mugunga réunissant les acteurs de la société civile, les autorités locales, leaders communautaires, les OSCs, les mouvements de jeunes ainsi que les leaders d'opinions de Bweremana, quartiers lac Vert et Mugunga.

5.2. Animer les émissions radios diffusées sur le DIH et DIDH dans les zones du projet.

Au total 4 émissions ont été animées dans le cadre du projet GFFO, nous avons animé deux (2) Émissions radios en collaboration avec la radio Sauti ya Injili de Goma, 1 émissions avec la Radio BAKUMBULE de Walikale et l'autre Emission avec Mishapi Voice TV. Les émissions ont été animées dans deux langues dont le Français et le Swahili afin de permettre à nos auditeurs de différentes zones couvertes par les radios partenaires à capter les messages. Les émissions portées sur l'accès humanitaire, la prévention de violence sexuelle et basée sur le Genre pendant les conflits armés, les principes du droit internationale humanitaire ainsi que la protection des enfants pendant les hostilités.

5.3 Session mixte de partage d'informations et d'expériences Inter et Intracommunautaire en faveur des Acteurs de la Société Civile, les leaders Communautaires, Autorités locales de territoires de Masisi, Rutshuru, Walikale et Nyiragongo y Compris les membres de Comités Directeurs et Sectoriels des Sites des déplacés internes autour de la ville de Goma.

La session s'est déroulée pendant 2 jours soit du 5 au 6 décembre 2024 dans la salle de l'hôtel Béthanie dans la ville de GOMA. Cette session à réunis les acteurs venus de différentes zones dans les territoires de Rutshuru, Walikale, Masisi, Nyiragongo et dans les sites PDIs aux alentours de la ville de Goma.
Les participants ont eu l'occasion de partager leurs expériences sur les violences commises par les GAAD, la manière dont ils cherchent de solutions ainsi que les changements observés au sein de leur communauté à ce qui concerne la protection de civile. Ils ont pris l'engagement à devenir des acteurs du changement dans leur communauté en ce qui concerne la lutte pour le respect du DIH et DIDH. Un dialogue et la cohésion sociale entre les différentes communautés des zones ciblées a été renforcé grâce à cette session de partage d'expériences et d'information intracommunautaire et des recommandations pour renforcer la protection des civils et la promotion des droits de l'homme ont été formulées par les participants.

5.4. Formation des comités sectoriels et directeurs de Sites PDIs sur le DIH et le DIDH.
Cette activité s'est déroulée dans le quartier Mugunga et en territoire de Nyiragongo réunissant les différents membres de comités Directeurs et sectoriels des sites de déplacés Kanyaruchinya, Munigi, Rusayo 2, Kibati, 8e Cepac, Sam Sam, Lushagala Extension, Buhimba, Bulengo, Lwashi, Rego. Hormis les membres de comités sectoriels et directeurs dont leurs connaissances ont été renforcées, nous avions associé les gestionnaires et administrateurs de sites y compris les membres de comités de surveillances et de protection dans les différents sites concernés.

5.5. Campagne de sensibilisation motorisée sur la Démilitarisation et le respect de caractère civil dans les sites PDIs autour de Goma. Cette campagne de sensibilisation a été organisée en date du 12 Décembre 2024. Nous avions invité le groupe culturelle KIPFUMU de Fabrice qui faisait passer le message « Combattant Pas Assassin » pendant que les déplacés marchaient avec des messages en Swahili, en lingala et en français avec mention « pas d'armes dans les sites » certains sur les motos et d'autres à pieds. Après la caravane motorisée, nous avions réuni les participants dans le site de Lushagala et d'autres dans la salle 8e CEPAC MUGUNGA ou les staffs de Recherche Sans Frontières avaient passé le message de sensibilisation sur les respects du DIH et du caractère civil de sites pendant la période de conflit armé. Les messages clés concernent les principes et normes humanitaires, le respect des principes de distinction ; proportionnalité et de précaution, les règles du Droit International Humanitaire, les principes directeurs de gestions de sites ainsi que l'interdiction de circulation des armés à feu dans les différents sites par les porteurs d'armes.

Tableau synthèse des données statistiques pour les sensibilisations et sessions de formations organisées dans le cadre de ce projet.

Activités	**Personnes atteintes par l'activité**		**Total**
	Hommes/Garçons	**Femmes/Filles**	

Sessions de formation des Communautés sur le DIH et le DIDH	35	15	50
Animer les émissions radios diffusées sur le DIH et DIDH dans les zones du projet	21 949	16 456	38 405
Session mixte de partage d'informations et d'expériences Inter et Intracommunautaire	17	10	27
Formation des comités sectoriels et directeurs de Sites PDIs sur le DIH et le DIDH	43	37	80
Campagne de sensibilisation motorisée sur la Démilitarisation et le respect de caractère civil dans les sites PDIs autour de Goma	6 956	7530	14486
Mécanismes de gestions de plaintes communautaire	1568	2 436	4004
Total Générale	30 568	26 484	57 052

Commentaires : Ce tableau, nous montrent un nombre remarquable de 57 052 personnes atteintes par les différentes sessions de sensibilisation et formation sur le Droit International Humanitaire et Droit International de Droits de l'homme dont 30 568 hommes/garçons et 26 484 femmes/filles dans les différents sites de déplacés et au sein de la communauté cible du projet GFFO.

Quelques images illustratives.






















Commentaires : Ces images nous illustrent les différentes sessions de formation et campagne de sensibilisation tenue dans les différentes zones du projet renforcer la protection des civils grace à une conformité accrue au DIH et DIDH parmi les GAADs en Afrique sous accompagnement technique et financier de l'Appel de Genève financé par German Humanitarian Assistance/DEUTSCHE HUMANITARE HILFE.

Outre ces projets et programmes exécutés, Recherche Sans Frontières à participer activement dans les réunions inter cluster et évaluation rapide multisectorielles réalisées au Nord Kivu. Nous avons participé au screening Nutritionnelle organisés en Mars 2024 en collaboration avec le cluster Nutrition et PRONANUT dans les zones de santé de Goma, Karisimbi et Nyiragongo, participer à l'Evaluation Nutritionnelle en consortium avec MEDES dans la zone de santé de Goma et dans les sites PDI au tour de la ville de Goma, ERM protection VBG dans la zone de santé de Mweso en territoire de Masisi. Etude sur l'aide sociale organisée dans les sites de PDIs en collaboration avec l'université de Kinshasa financé par l'université de Luxembourg ainsi que des ateliers en ligne sur les ODDs en collaboration avec l'organisation Mains Unis d'Afrique sous l'accompagnement technique de KOKEO International. L'ONG RSF a également participer et contribuer à l'élaboration du plan opérationnel de l'agenda Jeunesse, paix et sécurité au Nord Kivu en collaboration avec la coalition jeunesse, paix et sécurité ainsi qu'au protocole additionnel sur les besoins saxo spécifique des jeunes filles dans le processus PDDRCS avec la collaboration de la division genre Nord Kivu financé par WAR CHILD UK.

Défis programmatiques/techniques

Pendant l'exécution de l'activité ou projet, c'était quoi les défis connus par l'équipe et/ou les participants. Cela concerne les défis programmatiques, logistiques ou administratifs.

Dans l'année 2024. Nous nous sommes heurtés à certains défis, entre autres :

Insécurité persistante : Les zones d'intervention sont affectées par des conflits armés récurrents. L'insécurité a limité l'accès à certaines zones et perturber le déroulement des activités, Ceci a été à la base de fermeture de notre bureau d'antenne de Birambizo.

Enclavement : Certaines zones d'intervention ont connu de difficultés d'accès en raison du mauvais état des routes et de la présence des groupes armés qui ont refusés certaines interventions dans le secteur de protection. Ceci a eu un impact négatif sur la logistique et le financement dans les territoires de Masisi, Walikale et Masisi au Nord Kivu,

Ressources limitées : Insuffisance des intrants agricoles pour servir les déplacés du site de Buhimba, ce qui a fait de nous d'assister un nombre limité des bénéficiaires dans l'accompagnement et mise en place de jardins potagers et champs communautaires pendant que les besoins étaient énormes.

Difficulté d'accès aux informations : Suite à l'enclavement de certaines zones dans les territoires de Masisi et Walikale ; certaines informations sur les violations et abus commises par les GAAD n'était pas rapportés et d'autres nous arriver avec un retard suite à la perturbation de connexion d'un côté mais aussi à un accès difficile lié à l'état de délabrement de routes. Hormis ces difficultés programmatiques, sur le plan organisationnel, nous avons également identifier certains défis dont seul liés à la démotivation de certains membres suite à la non prise en charge du au ressources limités, faible mobilisation des ressources pour l'ensemble des programmes et projets initiés par l'organisation, arrêt de financement solliciter à certains bailleurs suite à la persistance de conflits dans les zones ciblées par le projet, Accès limité aux bénéficiaires de nos programmes suite à l'insuffisance des ressources matériels et logistiques.

LEÇONS APPRISES OU RECOMMANDATIONS

Synthétiser une ou deux leçons apprises ou recommandations à inclure dans la base de données d'apprentissage.

Durant l'année 2024, nous avons appris beaucoup des leçons que nous résumons dans les lignes ci-dessous :

Les jardins potagers contribuent à améliorer l'accès à une alimentation diversifiée et nutritive pour les populations déplacées, réduisant leur dépendance à l'aide humanitaire dans les contextes plus fragiles ;

Les activités collectives à travers les champs écoles paysans (CEP) favorisent les échanges et la solidarité entre les membres des communautés déplacées à l'intérieur de leur pays, les communautés hôtes et membres de familles d'accueil et renforce le climat de confiances pour une meilleure cohésion sociale,

Un suivi régulier des clients et un accompagnement dans la mise en pratique de leurs nouvelles compétences sont nécessaires pour renforcer l'impact des formations et sensibilisations communautaires,

Impliquer les parties prenantes dans l'évaluation de leurs propres besoins, la conception des réponses adaptées est essentiel pour garantir l'efficacité des interventions,

Les formations ont renforcé l'engagement des communautés à promouvoir le respect du DIH et à dénoncer les pratiques de Groupes armés et autorité de facto afin d'une meilleure protection de population civile et leur bien dans les zones à conflits armés,

L'analyse des données du monitoring permet d'identifier les tendances et les facteurs de risque, ainsi que les besoins de protection les plus urgents,

L'assistance humanitaire dépend en grande partie du contexte sécuritaire dans les zones d'interventions car bon nombres de nos projets mobilisés n'étaient pas exécutés suites à la persistance de la crise au Nord Kivu,

Même avec un moyen limité on peut toujours réaliser les activités et répondre aux besoins d'une communauté affectée ;

Avoir un leadership cohésif peut conduire à motiver, solidariser et fidéliser le personnel même en cas de rupture de financement, bien que nous ayons mobiliser peut de ressources, les équipes sont motivés à travailler de façon bénévoles au sein de l'organisation.

Pour améliorer nos interventions dans l'année 2025, nous recommandons ce qui suit :

- Élaborer le plan de travail annuel réaliste, en tenant compte des ressources disponibles, des délais et des capacités techniques des équipes,
- S'assurer que les tâches sont réparties équitablement entre les membres de l'équipe, en fonction de leurs compétences et de leur expérience,
- Renforcer les capacités des équipes en matière de gestion du temps, de gestion du stress et de résolution de problèmes,

- Encourager une communication transparente au sein des équipes, afin de permettre aux employés d'exprimer leurs préoccupations et de trouver des solutions d'ensemble,
- Renforcer le foundraising au sein de l'organisation pour répondre aux défis liés à la programmation,
- Prévoir une activité génératrice de revenu au sein de l'organisation afin de répondre aux besoins urgents au sein de l'organisation ainsi qu'à la motivation des bénévoles en cas de ruptures de financement,
- Renforcer le plan de sécurité interne et politiques au sein de l'organisation adaptés aux contextes géopolitiques du pays, de préférence, renforcer les connaissances de staffs sur la sureté et sécurité du personnel en milieu de travail,
- Renforcer la visibilité de l'organisation sur terrain et dans les réunions inter-agences afin de capter l'attention de partenaire et renforcer le carnet d'adresse de bailleur en guise de mobilisation de ressources, de préférence renforcer l'équipe par le recrutement d'un chargé de relations externes, lobby et plaidoyer ainsi qu'un chargé de communication.

Conclusions/d'autres remarques

Inclure toute information importante et pertinente pas traités dans les parties au-dessus.

En définitive, Ce rapport d'activités pour l'année 2024 constitue un outil précieux pour rendre compte des progrès réalisés, identifier les défis à relever et orienter les actions futures en faveur des populations vulnérables de la région. Il témoigne de l'engagement de l'organisation à œuvrer pour un avenir meilleur, où les communautés pourront vivre dans la paix, la dignité et la sécurité. Pour l'avenir, il est essentiel de consolider les acquis, de renforcer la collaboration avec les autres acteurs présents sur le terrain, d'impliquer d'avantage les communautés dans la conception et la mise en œuvre des activités, et de rechercher des solutions innovantes pour surmonter les défis persistants. La pérennisation des actions et l'extension des interventions à d'autres zones affectées par les conflits seront considéré pour les prochaines étapes. Nous ne pouvons pas clôturer ce rapport sans adresser nos sincères gratitudes et remerciement aux partenaires qui nous ont accompagnés techniquement et financièrement à l'occurrence l'Appel de Genève/Geneva Call, AVSI-UNHCR, la Coalition jeunesse, paix et sécurité, la division genre, FBA et UNFPA, le réseau jeunesse, climat, le réseau pour le changement climatique, L'ONG Air et Moi, Kokeo International, mains unis d'Afrique, Skills4 Aid, et à tous les particuliers qui ont contribué de près ou de loin pour la tenue de nos activités ayant permis d'atteindre ces résultats. Nous restons également ouverts à ceux-là qui veulent collaborer avec nous pour la mise en exécution du plan opérationnel 2025 et nous le garantissons une partenariat fructueux et solide pour plus d'impact sur terrain.

Pour Approbation du Rapport

Responsable du Programmes	**Responsable MEAL**	**Direction Exécutif**
KABUO MANTOLA Déborah	MUSHI NTABALA Guillaume	ESHIMA NGUBA Raphael